

l'Eglise. Deux partis se sont formés. Les uns voudraient la séparation complète et refuser tous les adoucissements que le gouvernement laisse encore provisoirement. Les seconds, et je dois avouer qu'ils sont plus nombreux, désireraient au contraire profiter de tous les attermoiements insérés dans la loi, accepter pour eux et leurs prêtres les modestes ou mieux misérables pensions que fera le gouvernement, conserver les églises, les louer ensuite, faire en somme que l'état futur de l'Eglise de France différât le moins possible de son état antérieur. Il n'y aurait presque rien de changé, disent-ils. C'est vrai ; mais il y aurait la liberté de l'Eglise en moins, car sous la nouvelle loi l'Eglise sera bien moins libre qu'elle l'était avec le concordat. Selon la parole d'un républicain qui a des accès d'honnêteté : par la rupture, l'Etat est débarrassé de l'Eglise ; mais l'Eglise n'est point débarrassée de l'Etat.

— Cette division de l'épiscopat français appelle-t-elle un remède, et quel est-il ? Si on pouvait comparer Français et Allemands, il n'y aurait qu'à laisser les catholiques s'organiser entre eux comme les Allemands l'ont fait à l'occasion du *Kulturkampf*. Le sentiment religieux a suffi pour créer cet admirable centre allemand qui a racheté la liberté de l'Eglise. Malheureusement les Allemands étaient unis, nous sommes divisés ; les Allemands s'étaient carrément placés sur le terrain catholique, et les Français déclarent que le terrain catholique est la plus mauvaise des plateformes.

— Or, cette division rend nécessaire, absolument indispensable, l'intervention pontificale. Incapables de nous diriger, nous pouvons et savons encore obéir. Et quand le pape aura parlé, fidèles, prêtres, évêques, n'auront qu'une voix pour dire *Amen*.

— La démocratie chrétienne a reçu en Italie un coup dont elle ne se relèvera pas. On sait que se constituant en section autonome, elle ne voulait plus se soumettre au second groupe de l'Œuvre des congrès, dont elle formait, d'après le plan pontifical, une partie. Après avoir passé près d'une année à s'organiser, ce parti jugea que le